

## LES MOSSI A LA RENCONTRE DE LA GRANDE BROUSSE (région de Dédougou, Haute-Volta)

Gérard REMY

Située au nord-ouest de la Haute-Volta, la région de Dédougou s'étend à l'intérieur d'une vaste boucle décrite par la Volta noire. Elle est cernée presque de tous côtés par d'importantes rivières : la Volta noire à l'ouest et au nord, un affluent — le Karouko — à l'est. L'absence de peuplement dans les vallées qui l'entourent accentue son individualité géographique. Elle correspond pour l'essentiel à deux cantons administratifs, ceux de Dédougou et de Douroula.

En 1972, ces deux cantons rassemblent 21.500 personnes, parmi lesquelles 3.500 Mossi (soit 16 % de la population). Les trois quarts de ces derniers sont groupés dans cinq établissements (dont la ville de Dédougou), tous situés sur l'important axe routier qui traverse la région du Nord au Sud ; les autres se dispersent dans 17 petites unités de peuplement, éparées, nombreuses surtout au Sud de Dédougou.

Parmi les populations locales, les Bwa sont de loin les plus nombreux ; immigrants anciens (17<sup>e</sup> siècle), les Marka prédominent vers l'Est et le Nord, où ils se sont glissés entre les villages Bwa et les rivières.

Les uns et les autres sont très inégalement répartis. A un môle de peuplement central autour et au Nord de la ville de Dédougou (la densité est souvent supérieure à 20 k/km<sup>2</sup>), s'opposent des franges peu peuplées au Sud (sauf le long de la route), ou presque vides d'hommes à proximité des principales rivières.

Ces contrastes résultent pour une part des choix faits par les hommes dans l'utilisation des sols à leur disposition. Mais ils traduisent aussi l'influence de facteurs historiques et sanitaires.

### Les terres neuves. Un don de l'histoire

Les villages sont peu nombreux au cœur des vastes étendues cuirassées et gravillonnaires qui constituent l'ossature du paysage au Sud de Dédougou. Souvent petits, ils se localisent dans de petites vallées où les villageois peuvent exploiter d'étroites bandes de sol colluviaux surmontant les niveaux gravillonnaires.

O.R.S.T.O.M. Fonds D

6. 10 87

N° : 2143

Cote

B

L'habitat et les champs Bwa et Marka se concentrent de façon privilégiée dans les zones de contact entre les sols liés aux cuirasses ou aux produits de leur démantèlement et, d'une part les sols développés sur les altérites anciennes situés en contrebas des précédents (ils sont particulièrement étendus au Sud-Ouest et à l'Est de Dédougou), d'autre part les vastes dépôts colluvio-alluviaux mis en place vers le Nord lorsque, sa vallée s'étant colmatée, le Sourou s'est rejeté vers le Sud et s'est déversé dans la Volta noire à l'aplomb de Dédougou.

Rares sont les villages qui s'approchent de la plaine d'inondation de la Volta noire et de ses principaux affluents. Les sols argileux, profonds, mal drainés, sont inondés ou engorgés d'eau en hivernage ; ils présentent parfois (à l'aval de Dédougou) une tendance vertique (structure massive, forte cohésion). Ils sont difficiles à travailler, et la maîtrise de l'eau requiert des façons culturales élaborées. Seules les parties périphériques de ces plaines ou les zones exondées (notamment les levées de berges) se prêtent à une mise en valeur agricole selon les techniques traditionnelles. Jadis, la plupart étaient vraisemblablement exploitées par des collectivités villageoises, peut-être peu nombreuses, dont il subsiste encore des traces.

La dépression démographique qui accompagne les plaines et cuvettes alluviales est aussi le fruit des péripéties du passé récent. Itinéraires privilégié d'invasion, la vallée de la Volta noire a connu au 19<sup>e</sup> siècle une très grande insécurité (incursion Peuls et Marka notamment), et un indiscutable dépeuplement. Ce dernier a été accentué par l'insalubrité particulière associée aux grandes rivières (les « water-borne diseases » des auteurs anglo-saxons), elle-même aggravée par la diminution du nombre des hommes. Tous les observateurs ont noté, au tournant du siècle, les ravages faits par la maladie du sommeil.

L'articulation dans l'espace de ces paysages démographiques et pédologiques contrastés définit schématiquement les conditions géographiques de l'insertion des immigrés mossi, par petits secteurs territoriaux.

Dans toute la partie centrale de la région de Dédougou, les terres les plus propices à l'agriculture — sols de bas glacis et rubans colluviaux — sont vivement recherchées par les populations locales : elles les mettent en valeur, ou savent s'en réserver l'usage. Seuls des immigrés peu nombreux, socialement bien intégrés, avec le statut d'étranger, dans les collectivités villageoises, peuvent éventuellement avoir accès à ces terres, avec l'accord et sous le contrôle des villageois. Font exception cependant les groupes d'immigrés qui mettent à profit leur installation sur les marges de territoire villageois étendus pour exploiter de tels sols, souvent sans l'assentiment des villageois. Ces situations s'observent dans des lieux où un dépeuplement contemporain a conduit les collectivités villageoises à contrôler un territoire excessivement vaste au regard de leurs besoins en terres. A défaut de pouvoir toujours s'y opposer efficacement, ces collectivités tolèrent l'utilisation de ces sols qui, éloignés de leur propre habitat, sont de fait extérieurs à leur terroir « utile ».

En règle générale, les terrains de culture confiés par les villageois (souvent, à titre collectif) à des immigrés devenus nombreux sont situés dans les secteurs les moins attractifs de leur domaine foncier. Ils s'étendent avant tout sur les étendues de sols gravillonnaires, vers le haut des glacis, ou dans les zones déprimées, aux sols

un peu plus fertiles, qui parsèment les surfaces cuirassées. Jointe à une bonne porosité et une faible cohésion du sol, la présence de gravillons facilite la pénétration des racines. Mais aussi, surtout lorsque les sols sont peu épais, elle est à l'origine d'un important déficit du bilan hydrique (les possibilités de stockage en eau sont très faibles, le dessèchement est rapide), et d'une grande susceptibilité à l'érosion.

Peu exploités par les villageois, ces sols portent une végétation arbustive dense. A défaut de bons sols, les immigrés mettent en valeur des terres reposées, très semblables à celles qu'ils exploitaient précédemment, et qui conviennent bien à leurs techniques agricoles traditionnelles.

Le nombre potentiel des immigrés dépend en premier lieu de l'étendue locale de ces sols. Vaste, elle permet le développement d'importantes unités de peuplement mossi. Restreinte, elle fixe un plafond très bas à l'apport migratoire. Les effectifs des immigrés sont très inégaux selon les conditions rencontrées en chaque lieu.

Dans tous les cas, un paysage singulier apparaît, qui voit les champs des populations Bwa ou Marka tapisser les bas de pente, s'aligner dans les fonds de vallée, tandis que les terrains cultivés par les immigrés colonisent plutôt les pentes supérieures et les interfluves. Les espaces agricoles des uns et des autres alternent, mais ne se mélangent pas.

Mais les possibilités offertes à l'essor du peuplement immigré tendent aussi à être inversement proportionnelles à l'utilité que présentent ces sols marginaux pour les villageois, à la charge démographique pesant sur leur territoire. Lorsque celle-ci est élevée, les villageois repoussent les immigrés vers les secteurs les plus ingrats, et contribuent ainsi à limiter leur nombre et à les décourager de s'implanter durablement sur leurs terres.

Sur les rives de la Volta noire et de son affluent, le Karouko, l'absence de peuplement autochtone laisse le champ libre aux immigrés. Ils y sont effectivement nombreux. Souvent par le biais d'essaimage successifs, ils mettent en place progressivement des réseaux serrés d'unités de peuplement, des grappes de « quartiers ».

Leurs espaces agricoles s'y déploient sans contraintes autres que celles issues du milieu naturel. Pas plus que les paysans Bwa et Marka, les exploitants mossi n'apprécient guère les sols hydromorphes des plaines et cuvettes alluviales. Ils ne savent pas maîtriser les conditions hydriques, et ne disposent pas des techniques et outils qui permettraient de les mettre en valeur.

Aussi l'accumulation des immigrés dans les vallées apparaît-elle comme un effet lointain des mauvais coups portés par l'histoire aux populations autochtones riveraines. Les lieux de concentration des immigrés sont en effet par excellence les espaces libérés jadis par ces dernières. Leurs champs colonisent les bourrelets de berges et zones exondées de la plaine d'inondation, s'alignent sur les marges des comblements alluvio-colluviaux et au bas des glacis menant aux reliefs résiduels, tapissent les fonds des petites vallées incisant ces derniers. Tout se passe comme si, quelques décennies plus tard, les immigrés se substituaient aux populations disparues et re-occupaient leurs anciens terrains de culture.

Là sont les véritables terres neuves. Les immigrants y trouvent des sols assez divers, au potentiel agronomique plutôt moyen, mais depuis longtemps inexploité. Les terrains de culture sont abondants, et nul ne leur en dispute l'usage. La rencontre avec la « grande brousse » est l'atout maître de leur nouvel environnement géographique.

Gage de vastes champs vivriers, cette rencontre est aussi l'occasion d'une redistribution des cartes du jeu social, notamment celui se noue autour de l'accès aux terres. Sans passé au regard des migrants, la terre neuve ne se prête à la projection ni du statut politique, ni du statut social qui s'attachaient aux individus dans leur précédent lieu de résidence. L'espace social est lui aussi neuf.

### La ruée mossi

En 1949, l'administration ne recense qu'une quarantaine de familles mossi dans l'ensemble de la région de Dédougou : une « colonie » urbaine à Dédougou, regroupant un semis de commerçants, artisans, salariés divers ; une petite communauté musulmane à Bladi, une autre plus étoffée à Kari : tous agriculteurs, les immigrants exercent fréquemment une activité complémentaire spécialisée (teinturier, tisserand, commerçant).

La ville de Dédougou mise à part, les seules formes durables de la présence mossi au cours de la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle paraissent avoir été constamment le fait d'immigrés musulmans, et elles ont toujours été associées à des collectivités Marka, elles aussi musulmanes.

L'immigration mossi conservera ces caractères jusque vers 1960. La colonie de Dédougou s'étoffe. Une nouvelle communauté musulmane se développe à Noro-tenga (sur les terres de Bladi). Des commerçants-agriculteurs se fixent à Kirikongo (sur les terres de Douroula — autre village Marka), au bord de la route : ils vivent pour une part du transit des hommes et des marchandises entre le Yatenga, au Nord-Est, et Bobo-Dioulasso (et au-delà la Côte d'Ivoire) au sud-ouest. Une soixantaine de familles sont recensées en 1957 : nombreuses, les nouvelles installations ont été compensées par des départs presque aussi fournis.

Par la suite, l'évolution se précipite. Les migrants se multiplient : environ 150 familles sont recensées en 1963, 225 en 1967, 410 en 1972 (chiffre très sous-estimé : à la même date, une enquête dénombre 210 familles dans deux villages, Souri et Kamadena, où l'administration en recense 133).

Surtout, l'immigration mossi change de nature. Les nouveaux venus sont fréquemment animistes. Ils s'installent en grand nombre dans des villages Bwa. Presque tous s'adonnent avant tout sinon exclusivement à l'agriculture.

Les enquêtes menées dans l'ensemble des établissements mossi de la région de Dédougou montrent que l'apport migratoire s'est fait en deux phases successives.

Il s'est enflé progressivement à partir de 1962-63, mais il est demeuré modeste

jusque 1966-67 : pour l'ensemble de cette période, l'apport annuel moyen est de 25 à 30 familles. La plupart des nouveaux venus (70 %) sont originaires de la sous-préfecture de Yako, particulièrement de l'arrondissement de Bagaré ; les autres proviennent essentiellement du Yatenga. Seule la partie occidentale du pays Mossi est concernée.

Cependant un peu plus de la moitié de ces immigrants ne résidaient déjà plus au pays Mossi, mais dans d'anciennes aires d'implantation mossi en pays Samo (à l'Est de Toma), et en pays Bwa (près de Nouna). De loin les plus nombreux parmi les premiers venus, ils ont fondé la plupart des nouveaux établissements mossi. Ils ont concrètement ouvert la région de Dédougou aux migrations agricoles.

Le discret essor de l'apport migratoire s'est manifesté à la même date, et dans les mêmes conditions, dans les autres terres neuves fondées au nord-ouest de la Haute-Volta (au sud de Toma, au sud de Nouna). Ailleurs il fut un peu plus tardif : 1964-65 dans les terres neuves du Sud-Ouest de la Haute-Volta, 1967-68 au Sud. Dans tous les cas, il est vraisemblablement un effet des vifs efforts accomplis par les nouveaux responsables du pays — après son indépendance politique — pour bousculer les clivages ethniques, et faire surgir un sentiment national. Nombre d'entre eux ont affirmé que les terres voltaïques étaient désormais ouvertes à tous les citoyens nationaux.

Les premiers à entendre cet appel furent des migrants installés dans les aires-refuges fondées tout autour du pays Mossi au début du siècle. Déçus par les terres mises à leur disposition par les populations locales, ou mécontents de leur situation sociale au sein des groupements d'immigrés, mais par ailleurs familiers de la langue et des coutumes des populations de l'ouest de la Haute-Volta, ils sont partis ailleurs — en général des lieux peu éloignés — chercher des conditions de vie et d'activité renouvelées. Dans quelques cas, ces migrants étaient précédemment fixés dans des pays voisins (au Mali, notamment à l'Office du Niger, et au Ghana). Contraints de partir, ou inquiets des frontières nouvelles qui venaient de surgir entre les Etats, ils sont revenus dans leur pays mais n'ont pas souhaité s'exposer aux dures conditions agricoles offertes par leur région natale.

L'apport migratoire s'accroît plus nettement en 1967-68, puis à nouveau en 1970-71, cette fois essentiellement sous l'afflux de migrants venus directement du pays Mossi, parmi lesquels une part accrue est originaire du Yatenga. L'apport migratoire annuel s'élève d'une cinquantaine de familles entre 1968 et 1970, à près de 90 en 1971 et 1972. Une véritable rue d'enclos mossi surgit le long de la route, au Sud de Dédougou, s'étirant rapidement en direction de Ouarkove.

Ce gonflement de l'immigration mossi à partir de 1967-68, après une période plus ou moins brève de croissance modérée, s'observe dans toutes les terres neuves nées à l'Ouest et au sud de la Haute-Volta. En 1972, celles-ci ont accueilli, ensemble, 800 à 900 familles.

A Dédougou, comme ailleurs, le déferlement mossi est le fait avant tout de migrants venus directement du pays Mossi : ces derniers représentent les quatre cinquièmes des nouveaux venus de 1972 dans les terres neuves (les trois cinquièmes dans la région de Dédougou). L'accroissement des flux venus d'autres aires de migra-

tion est, pour sa part, beaucoup plus modéré. A Dédougou, comme ailleurs, le déferlement mossi est le fait avant tout de migrants venus directement du pays Mossi : ces derniers représentent les quatre cinquièmes des nouveaux venus de 1972 dans les terres neuves (les trois cinquièmes dans la région de Dédougou). L'accroissement des flux venus d'autres aires de migration est, pour sa part, beaucoup plus modéré.

Tout se passe comme si, après quelques années de latence, le pays Mossi céda brusquement à l'appel des terres neuves. Il y a été sans nul doute encouragé par deux événements qui l'ont affecté simultanément. En premier lieu, le début d'une série inhabituelle de mauvaises années pluviométriques (en particulier, 1967 et 1970) : les disettes ou famines qui s'ensuivirent furent autant d'incitations au départ. En second lieu, l'arrêt — consécutif à un échec — d'une importante action de développement agricole menée pendant plusieurs années dans l'ensemble du pays Mossi : les espoirs qu'elle avait suscités, vivement soulignés par les responsables, s'estompaient.

L'ouverture, quelques années auparavant, de terres neuves offrait une nouvelle opportunité, une alternative.

Une parmi d'autres car, simultanément, les départs vers la Côte d'Ivoire (notamment de familles entières) et vers les villes voltaïques (dont Dédougou) se sont multipliés. La ruée vers les terres neuves traduit l'émergence d'un courant d'émigration à caractère agricole, facette particulière de la turbulence migratoire qui s'empara du pays Mossi.

Les migrations agricoles sont nées de l'entrecroisement d'une opportunité — l'ouverture de terres neuves, et l'appel exercé par les premiers venus — et d'une incitation supplémentaire au départ issue d'une situation agricole aggravée par la sécheresse, et du report à une date indéterminée de l'espoir d'un avenir au village différent du présent.

#### Des courants migratoires individualisés

Fait nouveau du présent, les migrations agricoles connaissent une évolution qui leur est propre. Elles s'expriment dans chaque groupement d'immigrés par un même paysage résidentiel, agricole, social, élaborés à travers les mêmes processus socio-familiaux et géographiques. Elles représentent sans nul doute l'essentiel des flux qui se sont dirigés vers la région de Dédougou depuis 1962-63 et surtout 1967-68.

Le passé n'est cependant pas entièrement révolu. Non seulement les formes anciennes de la présence mossi subsistent, mais elles connaissent elles aussi un indiscutable essor, bénéficiant du gonflement de l'émigration, sous toutes ses formes, à partir du pays Mossi.

Les communautés musulmanes de Kari et de Nôraotenga se sont étoffées (la seconde a connu en 1972 une grave crise, suivie du départ d'un grand nombre des immigrés). D'autres sont apparues à Sourî, à Dédougou. Quelques unes, très petites, tentent de s'affirmer dans divers autres lieux.

Expression d'une autre façon de vivre parmi les autres, ces communautés rassemblent toutes des prosélytes ou élèves autour d'un (ou plusieurs) personnage réputé pour son savoir et sa ferveur. Le lien religieux qui fonde leur cohésion compense et au-delà l'absence fréquente de liens préalables entre les immigrés, absence que traduit clairement la diversité des lieux d'origine au pays Mossi de ces derniers. Très fort, ce lien est cependant temporaire : après quelques années de présence, les élèves et les prosélytes retournent dans leur village ou rejoignent (quelquefois, fondent) d'autres communautés. Les familles réunies se renouvellent sans cesse.

Les communautés musulmanes se laissent aisément identifier dans le paysage : l'habitat comporte toujours un essaim compact d'enclos familiaux, pressés autour de celui du maître d'école coranique ou du marabout, ou de la mosquée.

De même, elles s'individualisent fréquemment par leurs activités économiques. Dans les villes, une partie de leurs membres — dont leur chef — se distinguent souvent par le niveau de développement de leurs activités commerciales — ils sont transporteurs, « gros » commerçants, grossistes en produits du crû — ou la pratique d'une agriculture péri-urbaine progressiste (maraîchage, arboriculture, riziculture). — Dans les villages, les communautés musulmanes se remarquent par l'étendue des surfaces consacrées aux cultures commerciales, l'ardeur au travail, la fréquence des formes collectives d'organisation du travail, le drainage d'une partie de la force de travail par le chef de la communauté, l'adoption par ce dernier de techniques agricoles modernes (culture attelée). Ces communautés sont aussi, souvent, l'expression d'une autre façon de travailler.

Radicalement distinctes des autres groupements d'immigrés, aussi bien dans les villes que dans les villages, les communautés musulmanes relèvent d'un courant migratoire tout à fait particulier : par ses fondements et les projets poursuivis par les immigrés, par ses manifestations géographiques, sociales, économiques, et aussi par son évolution.

Ancien déjà, ce courant migratoire s'est affirmé à mesure qu'au pays Mossi, l'islamisation gagnait de nouvelles couches de la population, s'étendait dans de nouvelles régions.

Foyer d'enseignement coranique et centre de rayonnement religieux, une communauté musulmane est toujours le fruit d'un afflux migratoire, que la plupart des villages du pays Mossi ne sauraient supporter. Elle ne peut se développer qu'au prix d'une migration vers des lieux propices : où tous ses membres peuvent vivre du produit de leur travail, où la population d'accueil est elle-même islamisée ou tolère l'islam et les conduites culturelles qui l'accompagnent.

Pendant longtemps, seules les villes — du pays Mossi ou d'ailleurs — et quelques aires rurales voltaïques, islamisées et pas trop peuplées (régions de Safane et de Fara, notamment), ont vu se développer de grosses communautés musulmanes mossi.

L'ouverture de terres neuves offre au courant migratoire à fondement religieux un nouvel et vaste champ géographique. Les terres abondent et peuvent accueillir d'importantes communautés. Celles-ci sont à même de surmonter les difficultés du

dialogué avec des populations non musulmanes : en s'insérant sur leurs terres sous le couvert d'autres immigrants déjà présents, qui forment écran ou ménagent les rapports indispensables.

Les départs vers des communautés musulmanes ont vraisemblablement été encouragés par les événements conjoncturels qui ont affecté le pays Mossi à la fin des années 1960. L'essor récent des migrations religieuses apparaît être surtout l'effet de l'ouverture des terres neuves, mises au service du puissant mouvement d'islamisation du pays Mossi.

#### Éléments d'une typologie des courants migratoires mossi dans la région de Dédougou

|   | Migrations  |             |           |
|---|-------------|-------------|-----------|
|   | religieuses | urbaines(4) | agricoles |
| <i>Apport migratoire annuel (%) (1)</i>         | 6 %         | 12 %        | 82 %      |
| <i>Quotient annuel d'instabilité (1) (2)</i>    |             |             |           |
| . parmi migrants anciens (avant 1963)           | 12 %        | 4 %         | —         |
| . parmi migrants récents (1963-68)              | 14 %        | 9 %         | 5 %       |
| <i>Age au départ des migr. (% - 40 ans) (3)</i> | 54 %        | 62 %        | 47 %      |
| <i>Origine des migrants au pays Mossi (3)</i>   |             |             |           |
| . s/p Yako                                      | 51 %        | 32 %        | 81 %      |
| . Yatenga                                       | 18 %        | 48 %        | 15 %      |
| . autres  | 31 %        | 20 %        | 4 %       |
| <i>Motivations du départ (3)</i>                |             |             |           |
| . agricole                                      | 20 %        | —           | 62 %      |
| . sociale                                       | 15 %        | —           | 38 %      |
| . économique                                    | 5 %         | 81 %        | —         |
| . école coranique                               | 60 %        | 19 %        | —         |
| <i>Structures résidentielles</i>                |             |             |           |
| <i>distribution géographique</i>                |             |             |           |
| . habitat éclaté                                |             | X           |           |
| . habitat en nébuleuse                          |             |             | X         |
| . habitat compact                               | X           |             |           |
| <i>par rapport à l'habitat local</i>            |             |             |           |
| . accolé, périphérique                          | X           | X           |           |
| . distinct                                      |             |             | X         |
| . éloigné                                       | X           |             | X         |

(1) moyenne annuelle pour 1968-72

(2) établi d'après les données administratives

(3) flux postérieurs à 1960

(4) population « flottante » de Dédougou non comprise

La colonie de commerçants et artisans mossi de Dédougou (communautés musulmane non comprises) est, elle aussi, prospère. Son développement doit être ratta-

ché à celui de nombre d'autres colonies similaires implantées dans des villes voltaïques (dont celles du pays Mossi) ou étrangères. Il répond à l'affirmation progressive depuis 1955-60 d'un courant migratoire se portant vers les villes (ou certains centres ruraux importants), où les migrants exercent des activités dominantes ou caractéristiques non agricoles.

Ces migrations urbaines se distinguent par de nombreux aspects. Éclatée en plusieurs petits noyaux socio-familiaux, épars dans la ville ou à la périphérie de celle-ci, la colonie mossi de Dédougou ne constitue ni une unité géographique, ni une unité humaine. Elle rassemble un petit nombre de familles présentes parfois depuis très longtemps, pratiquement enracinées dans la ville, et un contingent d'immigrés, plus récemment installés, assez instables. Ces immigrés sont particulièrement jeunes (la population « flottante », non dénombrée, comporte de nombreux célibataires), originaires de lieux très divers au pays Mossi (en premier lieu, du Yatenga), venus le plus souvent « chercher de l'argent ». La plupart de ceux qui ne proviennent pas directement du pays Mossi résidaient auparavant dans une autre ville voltaïque (ou étrangère), laissant apparaître une sorte de mobilité inter-urbaine.

Le passage des migrations proprement urbaines aux migrations agricoles est cependant très flou. Quelle que soit par ailleurs leur activité dans la ville, tous les immigrés cultivent un champ autour de celle-ci ; dans une certaine mesure, le terroir de Dédougou, en particulier en direction de la Volta noire, fait partie de la Terre neuve qui s'est développée juste au Sud de la ville. Quelques citadins ont contribué à faire naître et à étendre cette terre neuve : c'est à leur demande, ou avec leur aide, que certains migrants agricoles s'y sont installés.

Plusieurs liens rapprochent les migrations agricoles et urbaines, les migrations religieuses ne sont, pour une part, qu'une forme particulière des deux premières. Mais les unes et les autres évoluent à leur propre rythme, présentent des traits singuliers, s'impriment différemment dans le paysage.

Les faits et analyses qui suivent concernent les seules migrations agricoles.

#### Vers un nouveau « chez-soi »

L'essor des migrations agricoles est l'effet conjoint, et indissociable, d'une opportunité nouvelle, celle offerte par l'ouverture de terres neuves, et d'une incitation supplémentaire au départ née d'événements conjoncturels. L'influence de l'une et de l'autre a cependant été inégale selon les migrants, et selon leurs témoignages, ces derniers ne partagent pas tous les mêmes motifs de départ.

Presque tous les migrants installés dans les diverses terres neuves sont originaires de la partie occidentale du pays Mossi. La plus peuplée, celle qui connaît les difficultés vivrières les plus graves, celle aussi où les migrations vers l'étranger sont les plus anciennes et les plus fréquentes — notamment parmi les jeunes hommes mariés, cette région était, plus que les autres, exposée aux effets délétères de la sécheresse. Mais aussi, elle seule a été sollicitée par les terres neuves, toutes situées vers l'Ouest et le Sud de la Haute-Volta.

Par ailleurs, chaque terre neuve est investie par des familles provenant d'une aire déterminée. La plupart des migrants agricoles installés dans la région de Dédougou sont originaires de la sous-préfecture de Yako.

Cette spécialisation géographique des flux — à deux niveaux — traduit l'influence sur l'essor d'un courant migratoire agricole de l'appel exercé par les terres neuves, et de la dynamique socio-familiale mise en œuvre autour des premiers venus : ils attirent vers eux presque exclusivement des individus partageant la même origine au pays Mossi.

L'incitation au départ et l'appel des terres neuves ne se sont pas exercés de façon générale sur tous les hommes de la région de Yako. La décision de partir a été prise surtout par de jeunes adultes (35 % ont moins de 35 ans), devenus récemment chefs d'exploitation, ou parvenus à l'âge de le devenir (dans l'Ouest du pays Mossi, les hommes deviennent chefs d'exploitations en moyenne vers 35 ans). Pour justifier leur départ, plus des trois cinquièmes d'entre eux mettent en cause les conditions d'exercice de l'autonomie d'exploitation, les difficultés rencontrées pour disposer de terres convenables, à même de satisfaire les besoins vivriers élémentaires, ceci en raison de leur statut social (ils n'appartiennent pas au groupe fondateur du village, celui qui détient la maîtrise du sol), ou familial (ils sont les cadets de leur lignage). Ils se plaignent de ne disposer que de terres parmi les plus ingrates ou les plus « usées », et d'éprouver des difficultés pour obtenir des parcelles suffisamment étendues. La répétition de mauvaises années agricoles, la fin des espoirs investis dans un progrès de l'agriculture villageoise les ont encouragés, plus que les autres exploitants plus âgés, à partir à la recherche d'un nouvel environnement, offrant des conditions de production, géographiques et sociales, renouvelées : non une autre façon de faire, mais la possibilité d'user avec efficacité de leur savoir-faire.

Près de la majorité des migrants agricoles de la région de Dédougou venus d'autres aires de migration incriminent également les conditions de la production agricole dans leur précédent lieu de résidence. Mais ils se plaignent moins de l'usage des terres qui leur étaient confiées, que de leur étendue insuffisante, et parfois de leur mauvaise aptitude naturelle à l'agriculture. Ils mettent en cause leur dépendance foncière au regard des populations autochtones, et imputent leurs difficultés agricoles à leur situation sociale.

L'influence de celle-ci rend compte de caractères particuliers des migrations venues d'aires d'implantation mossi ancienne. Elles se sont développées les premières, dès les années qui ont suivi l'indépendance politique de la Haute-Volta : elles sont nées du décloisonnement ethnique du territoire national proclamé par les nouveaux responsables du pays. Par contre, elles se montrent peu sensibles au cycle d'années sèches qui s'amorce en 1967, et ne s'amplifient que modérément.

Partagée par tous les immigrés, la dépendance foncière suscite des départs plus également répartis dans les diverses classes d'âges ; dans l'ensemble, les migrants sont plus âgés (de 4 ans en moyenne).

Venus directement ou non du pays Mossi, les migrants précédents contestent les conditions de production, géographiques et sociales, qui leur étaient offertes dans

leur lieu de résidence antérieur. Ils attendent avant tout de leur nouveau lieu d'installation des sols abondants et plus généreux ; hors des contraintes associées précédemment à leur situation sociale ou familiale. Ils sont partis à la recherche d'un « yir-palé », un nouveau « chez-soi ».

Les nouveaux établissements fondés dans la région de Dédougou rassemblent par ailleurs un contingent notable de migrants (un peu plus du tiers) qui, selon leurs témoignages, ont quitté leur lieu de résidence (au pays Mossi ou non) pour des raisons à caractère social : des difficultés matrimoniales surtout pour les plus jeunes, des inquiétudes socio-religieuses pour les plus âgés. Déjà agissants auparavant, ces motifs de départ faisaient naître des flux d'émigration dirigés plutôt vers l'étranger et les villes dans le premier cas, vers des villages proches dans le second cas, ou encore, dans les deux cas, vers d'anciennes aires-refuges. Cédant à l'appel nouveau des terres neuves, une partie de ces flux paraissent s'être détournés vers elles. Les migrants y recherchent une autre place dans la société.

La migration ne porte pas en elle-même un élan vers une transformation profonde de la société et de l'économie. Les migrants attendent de leurs nouveaux lieux d'installation des conditions de fonctionnement de celles-ci restaurées.

#### Vers un paysage social et géographique familial

Ni au plan géographique, ni au plan social, le migrant mossi n'est un aventurier. Ce comportement répond à des nécessités, des inquiétudes, des projets qui sont au centre d'un ensemble de processus définissant une dynamique propre aux migrations. Celle-ci ne se met en œuvre que dans des conditions déterminées. Elle conduit à l'élaboration progressive d'un paysage social et géographique proche du « modèle » qu'offrent les villages du pays Mossi. Dans cet ensemble de processus, les premiers venus jouent un rôle essentiel.

Avant de se déplacer vers un lieu, un migrant doit être assuré qu'il pourra s'y installer, que des terres lui seront attribuées. Venus d'autres aires de migration proches, les fondateurs de nouveaux établissements de la région de Dédougou, les premiers installés, connaissent généralement les villages qui les ont accueillis, et leur population. Fixés à l'ombre de l'habitat local, sur les recommandations du chef de village, ils ont initialement exploité les terres autour de leur enclos, créant ainsi une clairière de culture, progressivement agrandie. Ils ont sollicité par ailleurs l'attribution de terrains de culture plus éloignés pour y étendre leur champ de brousse.

La présence du premier venu modifie considérablement les conditions de l'immigration. Par son témoignage, les visites qu'il reçoit, il faut connaître le lieu, et crée l'opportunité migratoire. Outre une hospitalité provisoire, et éventuellement une assistance vivrière (notamment auprès des migrants qui n'étaient pas auparavant chefs d'exploitation), le premier venu assure deux fonctions qui ouvrent concrètement le lieu à l'apport migratoire.

Il lui appartient de présenter le nouveau venu aux autorités coutumières, d'intéresser en sa faveur afin que son installation soit acceptée, et que des parcelles lui

soient attribuées. Ce faisant, il joue le rôle d'écran et il évite aux migrants qu'il accueille un contact direct avec une collectivité villageoise dont ils ignorent les usages, les comportements, et souvent aussi la langue.

Le premier venu est aussi celui qui facilite et dans une large mesure garantit l'accès à des terres. Fréquemment, il cède au nouveau venu une fraction des terres qui entourent son enclos afin qu'il y fixe ses propres cases et ses champs de village. Si la parcelle est trop restreinte, et ne peut s'étendre, le premier venu confie au migrant une partie de son champ de brousse, ou s'entremet pour obtenir un terrain de culture, souvent à proximité de son champ.

Pour l'essentiel, les nouveaux venus s'insèrent dans le lieu, au plan social et géographique, sous le couvert et avec l'aide du migrant qu'ils ont rejoint, le fondateur de l'établissement et tous ceux qui, à leur tour, assurent les fonctions d'hôte.

On discerne bien comment le regroupement de l'habitat des immigrés dans la clairière de culture constituée autour de l'enclos des premiers venus contribue à faire naître le paysage résidentiel qui caractérise les villages du pays Mossi : un essaim plus ou moins serré d'enclos familiaux, au milieu d'une aire de champs de village.

Par ses fonctions, l'hôte occupe une place déterminante dans la décision du migrant de s'installer dans tel lieu. Il rend la migration possible. En parts à peu près égales, l'hôte choisi est soit membre du lignage du migrant, soit un parent utérin ou un allié, soit simplement un ami ou un ancien voisin ; l'absence de liens préalables est peu fréquente.

Ces relations garantissent que les aides attendues seront obtenues. Le grand frère, l'oncle maternel, l'ami ne laisseront pas le nouveau venu sans terres, et ne lui refuseront pas du mil. Ces relations dénaturent par ailleurs la dépendance sociale qui naît des fonctions exercées par l'hôte. De façon générale, on ne choisit celui-ci que parmi des individus dont le statut familial (neveu, gendre...) ou social (ancien captif ou serviteur) est plus humble. La prééminence sociale dévolue à l'hôte n'inverse pas le sens des relations préalables.

Le premier venu tend naturellement à être le chef (kasma) du groupe humain rassemblé : il est la « tête » de tous ceux qui se sont installés à ces côtés. Parmi ces derniers, certains ont à leur tour accueilli des nouveaux venus. On observe ainsi des chaînes de relations successives (de 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> ordre...), qui sont autant de maillons dans l'architecture sociale du groupe constitué.

Le rassemblement des migrants autour d'hôtes qui leur sont le plus souvent apparentés ou alliés les projette en définitive dans un tissu social familial, au sein duquel chacun peut se définir et se comporter selon les normes usuelles au sein de la société mossi.

La projection ordonnée au plan géographique d'un groupe cohérent au plan social fait naître une unité à la fois sociale et résidentielle, très comparable au « quartier » du pays Mossi.

A travers ces unités socio-résidentielles, dont les membres tendent à partager des lieux d'origine voisins au pays Mossi (inscrits dans l'aire de projection du champ socio-familial de l'hôte), les migrants s'insèrent dans un paysage social et géographique familial. La migration n'appelle pas un bouleversement dans la façon d'être et de vivre parmi les autres.

L'installation des premiers venus n'est cependant pas toujours suivie par un apport migratoire massif. La région de Dédougou offre plusieurs exemples de villages où l'immigration paraît — au moins provisoirement — s'être brisée.

Selon leur statut social ou familial, selon l'ancienneté de leur départ du pays Mossi et les liens conservés avec ce dernier, les premiers venus sont plus ou moins aptes à susciter un appel, mobiliser leurs parents, drainer des flux.

Surtout, l'immigration mossi doit trouver dans le lieu d'accueil les éléments favorables à son épanouissement. A cet égard, un rôle déterminant est joué par l'aptitude de la collectivité locale à laisser aux premiers venus la possibilité d'accueillir eux-mêmes ceux qui les rejoignent, de les installer à leurs côtés, de leur confier une partie des terres qui leur ont été attribuées.

La grande distance culturelle entre les groupes en présence, la faiblesse des structures d'encadrement politique et foncier de l'espace, le paysage villageois lui-même, avec son habitat compact associé à des champs de village restreints (parfois absents) et la concentration des champs dans les bas-fonds : ce sont autant d'éléments qui concourent à l'isolement — en fait, à l'autonomie — politique, sociale et géographique des immigrés. Désarmées face à un apport migratoire massif, émietté dans le temps mais néanmoins solidaire, que la tradition ne prévoit pas, les collectivités villageoises de la région de Dédougou (Bwa surtout) se laissent, de fait, dessaisir du contrôle de l'immigration.

Il n'en est pas de même du contrôle de l'accès à son espace agricole. Procédant généralement par attribution, à titre collectif, d'un secteur de leur territoire, elles confinent les immigrés mossi dans les parties de ce dernier qui lui sont les moins utiles. Elles parviennent à contenir l'apport migratoire (ou plus souvent, à faire naître des flux de départs) en utilisant leur pouvoir sur l'économie des migrants. Seuls échappent à ce contrôle, les établissements mossi riverains des vallées. Avant même parfois que les villageois ne soient amenés à affirmer leur maîtrise sur leurs terres, les champs des immigrés se déversent en direction de la rivière. Si les terrains de culture sont rarement libres de toute emprise foncière (souvent, une fraction de la population des villages disparus s'est réfugiée à proximité), nul ne leur en dispute concrètement l'usage. L'espace agricole mossi s'y étend avec une grande franchise.

### Une économie rurale plus prospère

Les faits sont clairs. La phase d'installation franchie, les migrants mettent en valeur des surfaces deux fois plus étendues qu'au pays Mossi : chaque personne cultivée environ un hectare, et chaque actif deux hectares. Le temps global d'activité agricole restant le même, ils consacrent deux fois moins de journées de travail à chaque

hectare cultivé. Sans représenter une rupture avec le système agricole traditionnel (le pays Mossi n'ignore pas les exploitations très étendues), ce comportement traduit un certain « défolement » géographique, effet direct de la rencontre avec la « grande brousse ». Il s'exprime par une véritable course aux défrichements, en direction de la Volta noire, et une exploitation très extensive du sol — les techniques agricoles demeurant sans changement notable (sauf l'usage d'une charrette : pour transporter les récoltes).

Ce comportement est mis au service d'une agriculture essentiellement vivrière. De même qu'au pays Mossi, les neuf dixièmes des surfaces sont consacrées aux mils et sorghos et leur cortège (plus restreint) de plantes accompagnatrices. Les superficies étant deux fois plus grandes, cette proportion mesure la faim de mil que partagent les migrants. Ils recherchent non seulement l'aisance vivrière, mais aussi la sécurité (ils constituent des réserves) ; des surplus sont couramment vendus, souvent en quantités limitées, mais pour quelques migrants l'apport monétaire est conséquent.

La large place faite aux céréales n'empêche pas que s'accroisse — en valeur absolue — les surfaces consacrées aux cultures commerciales : arachides, coton, sésame, et donc aussi les revenus monétaires qui en découlent.

Les efforts requis lors des premières années d'installation restreignent les activités agricoles personnelles des aides-familiaux. Celles-ci se développent avec le temps et acquièrent, en valeur absolue, une importance inhabituelle au pays Mossi (un demi-hectare pour le jeune homme célibataire, plus d'un hectare pour l'aide-familial marié) ; les hommes réservent leurs parcelles aux mils et sorghos — qui seront vendus —, les femmes plutôt à l'arachide et au pois.

Une indiscutable aisance vivrière, des revenus monétaires accrus, des revenus personnels plus importants pour les aides-familiaux, se sont là de clairs indices d'un système de production agricole plus efficace, mieux équilibré.

La plus grande étendue des surfaces cultivées laisse place à quelques aspects nouveaux — ou, plus souvent, restaurés — du comportement des exploitants mossi.

Pour de nombreux migrants, en particulier parmi les plus récemment venus, la vente de quelques surplus vivriers ou d'un peu de coton ou sésame, associée à l'élevage de quelques moutons et chèvres, à l'exercice en saison sèche d'activités artisanales traditionnelles (tissage, vannerie, forge), sont les seuls sources de revenus monétaires. Ces derniers sont modestes, mais dans l'ensemble supérieurs à ceux dont disposent les exploitants de l'ouest du pays Mossi. Avec l'aisance vivrière retrouvée, ils concourent à un indiscutable mieux-être économique.

Mais un certain nombre de migrants, surtout parmi les premiers venus, vont au-delà. Sans compromettre généralement leurs ressources vivrières, ils s'engagent clairement dans la voie d'une économie monétaire. Quelques-uns choisissent la production d'abondants surplus vivriers (collectés par des commerçants et acheminés en général vers les villes du pays Mossi), ou l'élevage de petit bétail : moutons et chèvres vendus sur le marché de Dédougou, volailles transportées à Bobo-Dioulasso (et de

13)  
là exportées vers la Côte d'Ivoire). La plupart choisissent les cultures commerciales — coton surtout, sésame — ou bien le commerce (collecteurs de produits du cru) et l'artisanat moderne (menuisiers, réparateurs de cycles). Ils en retirent des revenus monétaires abondants, et une indiscutable promotion économique. Celle-ci mérite d'être soulignée, car elle rompt avec les usages au pays Mossi : devenir riche cesse d'être un comportement social déviant. Cette innovation doit probablement beaucoup au fait que, dans les conditions présentes, cette richesse ne concerne guère que les migrants les plus anciens, ceux qui par ailleurs ont assuré les fonctions d'hôte et sont parmi les cadres sociaux des groupements d'immigrés. Pouvoir social et pouvoir économique tendent à être partagés par les mêmes individus.

Dans les conditions actuelles, l'espace agricole qui s'offre aux immigrants dans les vallées est ouvert, provisoirement sans bornes. L'apport migratoire a vocation, presque naturellement, en raison de son ampleur et de sa vivacité, à faire franchir à l'effectif des migrants rassemblés un seuil dans le rapport entre leurs besoins en terres (incluant les surfaces nécessaires au renouvellement des champs) et les terrains de culture effectivement disponibles et accessibles. Ceci implique inévitablement à terme, outre l'arrêt de toute immigration, un ajustement des effectifs d'immigrés à la superficie des terres à leur disposition. C'est une redoutable faiblesse de la dynamique des migrations mossi. Cet ajustement sera le terme ultime de la course aux défrichements menée par les immigrants. Une fraction de ces derniers devra redevenir ailleurs des nouveaux venus.

CENTRE DE RECHERCHE ET DOCUMENTATION  
SUR L'AMÉRIQUE LATINE

CREDAL (L.A. 111 du CNRS)

et. comm. sci.  
econ. soc.  
1979

**LES PHÉNOMÈNES DE « FRONTIÈRE »  
DANS  
LES PAYS TROPICAUX**

Table Ronde organisée en l'honneur  
de Pierre MONBEIG  
Paris, IHEAL - 12-15 décembre 1979

INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE L'AMÉRIQUE LATINE  
28, rue Saint-Guillaume  
75007 PARIS



1981

1981